

L'argent se trouve surtout en ville et en milieu rural, aux mains des propriétaires *popa'a* et "demis". En 1956, l'agglomération urbaine, limitée à Papeete, Pirae et Faaa, ne rassemble que 30% de la population du Territoire (contre 23% en 1936). Une population encore essentiellement rurale qui, dans les "districts" de Tahiti et des Iles ne perçoit pas de salaires, sinon ceux des travailleurs employés sur les propriétés *popa'a* ou "demis". Une population qui a encore très largement recours à l'autosubsistance.

Une économie de subsistance

Au lendemain de la guerre de 1939-1945, l'économie de la Polynésie française était basée sur l'autosubsistance, l'import-export et le fonctionnement de quelques services industriels pour les besoins internes. On notait en 1947 l'existence de la sucrerie d'Atimaono, d'une brasserie, de l'usine électrique de Papeete, de quelques huileries et savonneries, d'affaires d'extraction de fibres de coco, d'un chantier de construction navale et d'ateliers de mécanique générale assez nombreux.

La proportion de la population rurale (les deux-tiers de la population totale en 1956), l'importance en 1960 des exportations des produits agricoles et de la mer (50% des exportations à côté des exportations brutes de phosphates, 34%, et des bénéfices du tourisme, 14%), en 1960 encore, la place des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dans la production intérieure brute (27% dans une économie pour un tiers urbaine, déjà assez largement dépendante de l'extérieur - exportations 1 843 millions FP, importations 1 618) - tous ces éléments montrent le rôle de l'économie rurale traditionnelle. On n'oubliera pas que ces chiffres traduisent la survalorisation des produits industriels et des services par rapport aux produits ruraux.

On voit bien effectivement, face à cette économie traditionnelle, le rôle grandissant du commerce, notamment du tourisme, mais avec une très forte concentration de ces activités sur la ville, ou plus exactement, en marge du milieu rural traditionnel. Plutôt que d'économie dualiste, il faudrait ici parler d'économie compartimentée avec un secteur moderne (qui dépasse le milieu urbain, exemple : l'hôtellerie touristique dans quelques îles), un secteur minier (les phosphates) qui va disparaître, et des économies rurales traditionnelles de districts, d'îles et d'archipels, reliées à Papeete par un plus ou moins mince cordon ombilical, le *truck* ou la *goélette*.

Un indice supplémentaire du caractère de subsistance de cette économie polynésienne en 1960 : la place importante du marché vivrier de Papeete dans les flux, marché pour l'approvisionnement des urbains en tubercules, fruits, légumes, viandes, poissons, mais aussi pour l'approvisionnement des ruraux en produits manufacturés dans les boutiques qui ceinturent le marché, en poissons voire tubercules même sous la halle.

Une économie encore coloniale certes, mais au sein de laquelle (voir pp. 16-17) les facteurs de transformation sont à l'œuvre...

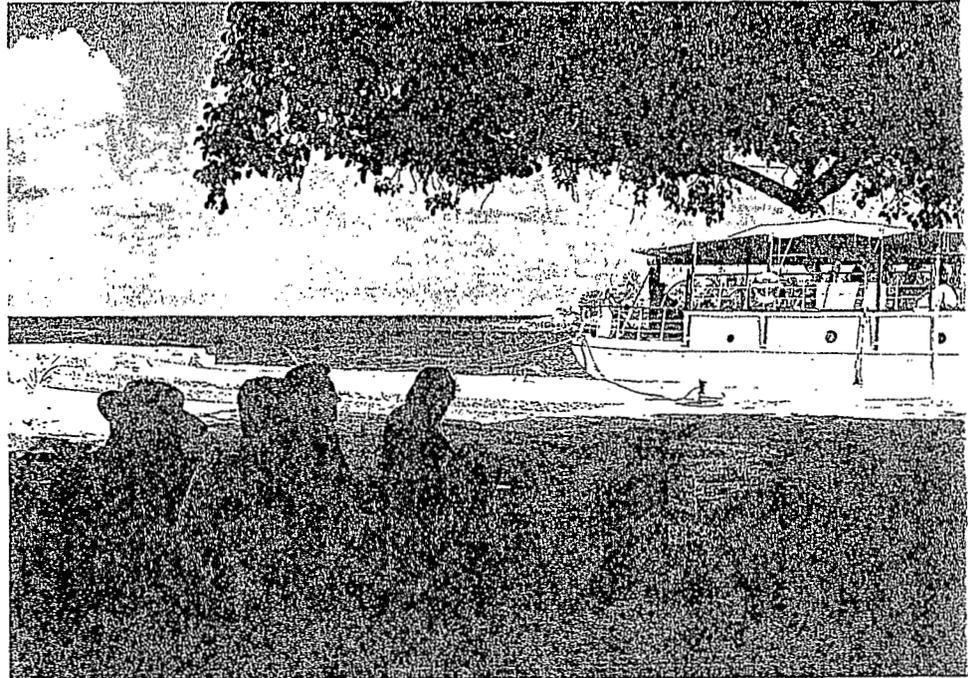
Une société stratifiée

On a coutume, comme partout dans le Pacifique, et sous l'influence d'une anthropologie sociale et culturelle anglo-saxonne, de parler des phénomènes sociaux en termes de cultures qui se juxtaposent et coexistent, et en oblitérant les aspects de tensions et de conflits propres à toutes les sociétés humaines et qui viennent de différents processus dynamiques à l'œuvre.

On décrit ainsi la société dans le Territoire de la Polynésie comme pluri-

culturelle, associant des Polynésiens de souche que le professeur Douglas Oliver appelle *Ma'ohi* à des Caucasoïdes (euphémisme pour parler des Européens. Blancs. *Popa'a*), des Chinois ou personnes de souche chinoise, et à des métis appelés Demis qui (ou que) traduisent les expressions *Ta'ata Afa Popa'a*, *Ta'ata Afa Ma'ohi* (ou Tahiti).

Dans une perspective plus sociologique et qui restitue mieux l'histoire, il nous paraît souhaitable de jeter au feu ce classement lénifiant et de faire apparaître la réalité plus crue, plus cruelle mais plus juste et plus honnête d'une société hiérarchique dominée



par le groupe qui, dans la période coloniale qui se poursuit jusqu'à 1960, détient sinon tous les aspects, du moins les réalités du pouvoir et la coercition.

Popa'a et Ta'ata Tahiti

Au sommet de la pyramide sociale on trouve, en 1960, les Européens (*popa'a*), les Français de Métropole, d'abord hauts-fonctionnaires, officiers de la "Royale", chefs religieux ; puis les petits et moyens fonctionnaires, militaires, marins, le personnel du secteur privé, les "locaux" ; enfin, les étrangers établis,

Américains surtout. Un classement qui est sans doute quelque peu arbitraire dans la mesure où statuts économiques et statuts sociaux ne coïncident pas forcément, où les hiérarchies réelles, multiples, sont affectées par ce qu'on appelle des phénomènes de tuitage. On peut, cependant, accepter cette stratification.

En principe, les gens du premier rang peuvent tout, ceux du second et du troisième ne peuvent rien contre les premiers ; en revanche, et du fait d'un acte réglementaire de 1932, tout Français peut être expulsé du

Territoire ; quant à la condition d'étranger, elle rend l'expulsion tellement plus facile que ceux qui se trouvent alors dans cette condition évitent généralement de tomber sous le coup des excès du pouvoir colonial.

A la base, les *Ta'ata Ma'ohi* (dits Polynésiens) : cultivateurs, pêcheurs, artisans, salariés. Ils n'ont qu'une faible représentation, d'une part parce que les organes représentatifs sont peu nombreux, d'autre part parce que peu ont accès à ces organes ou même aucun pour les plus élevés.

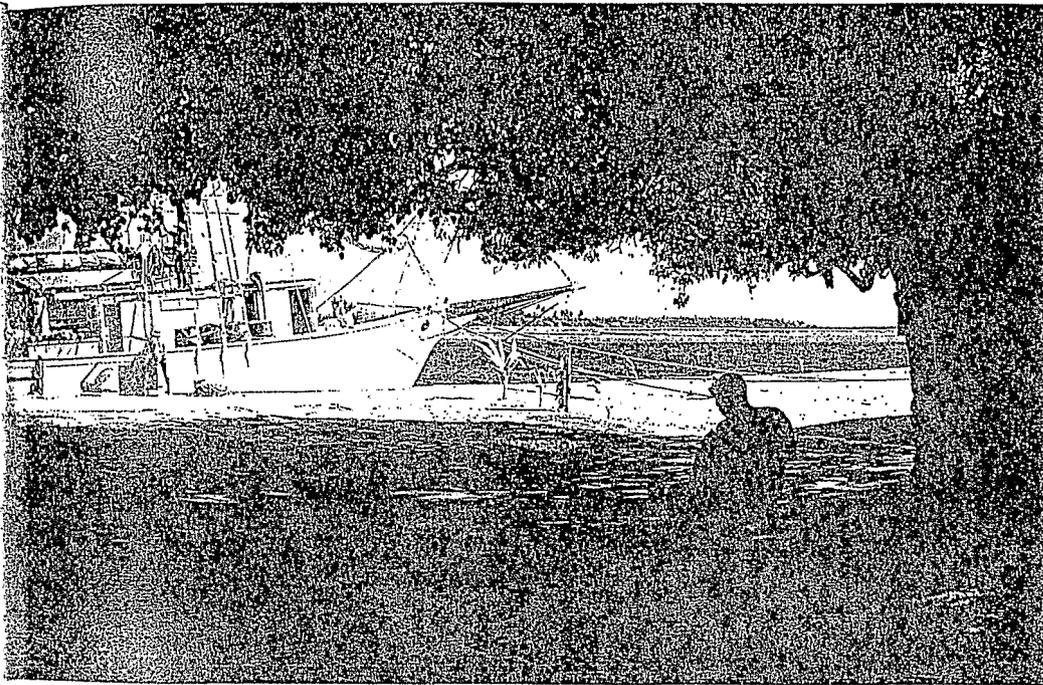
L'instance représentative de base est le conseil de district élu qui, à l'image de son président, le *tavana*, est constitué souvent par les notables que les Eglises, l'école et la richesse foncière secrètent. Une instance qui, au demeurant, en 1960, n'est rien, au regard du droit public français (voir pp. 52-53) sinon une (bonne ou mauvaise ?) courroie de transmission de l'administrateur.

Les Demis

A un niveau plus élevé, l'Assemblée élue au suffrage universel, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais ce n'est déjà plus beaucoup, ici, le domaine des *Ta'ata Ma'ohi*, mais bien plutôt celui des Demis (*Afa Ta'ata Ma'ohi* ou *Afa Ta'ata Popa'a*), voire des *Popa'a* ; en tout cas, les "ténors" le sont, "demis" ou européens. Les Demis sont propriétaires fonciers, instituteurs, agents de l'administration ; ils font carrière dans le commerce, l'industrie locale, les professions libérales. En fait, il s'agit d'une couche culturelle, à cheval entre les deux cultures, *ma'ohi* et européenne, maîtrisant à peu près bien les deux langues, le tahitien et le français, voire au surplus l'anglais, et jouant de ce monopole, du fait que tous les *Popa'a* ne parlent pas tahitien et que de très nombreux Polynésiens ne comprennent pas le français, plutôt que d'une classe sociale, ne serait-ce parce que l'on trouve dans cette couche culturelle "demie" tout l'éventail des statuts économiques depuis le petit cultivateur de vallée plus pauvre que nombre de *Ma'ohi* jusqu'au grand bourgeois qui entretient appartement à Paris et villa sur la Côte (d'Azur évidemment).

Les Demis et les *Popa'a* n'ont toutefois pas, dans les années 60, le monopole de la représentation parlementaire (ou quasi parlementaire) la plus importante dans la hiérarchie politique. Certes, ils occupent sans discontinuer depuis 1946 les sièges de Sénateur et de Conseiller économique et social, mais depuis 1948, par la grâce du suffrage universel, la fonction de député leur échappe ; elle échoit d'abord à Pouvanaa a Oopa (voir pp. 20-21), puis, après sa destitution en 1958, à son fils Marcel.

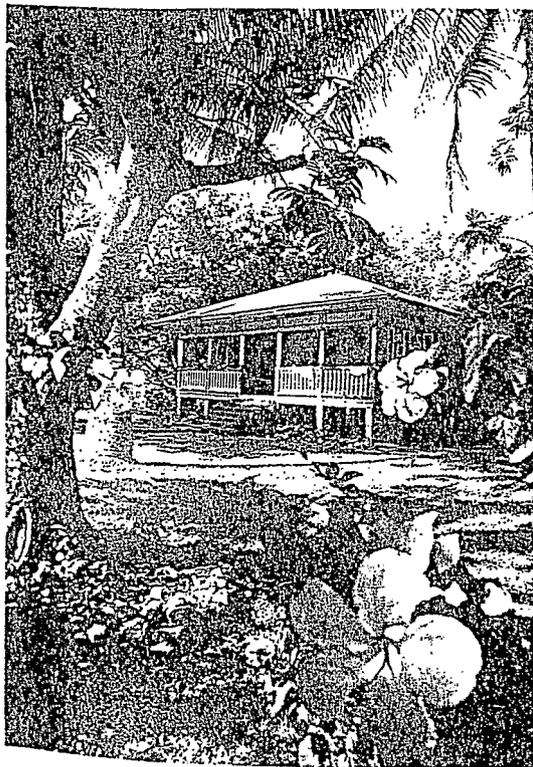
L'élection d'un authentique Polynésien à une fonction aussi importante a évidemment une signification qui n'est pas seulement politique et qui atteste que la société tahitienne est travaillée en profondeur par le changement. Un changement qui, en apparence, ne concerne pas les Chinois que leur statut d'étrangers tient en marge de la population. Ce qui ne veut pas dire que la communauté asiatique ne joue pas un rôle important, qu'elle saura faire valoir plus tard, dans la société territoriale.



La *Tamara* à quai dans un atoll des Tuamotu. Les armateurs *tinito* ou "demis" se livrent à une concurrence acharnée et anarchique - la fréquence et la régularité des voyages en souffrent - pour collecter les produits de traite (le coprah essentiellement) et redistribuer les tôles, le pétrole... et les produits alimentaires (farine, riz, sucre...) vendus "à l'aventure" au magasin du bord. Autant de biens importés dont les insulaires ne peuvent plus se passer.

Un *fare vanira*. L'argent de la vanille gagné avant et après la Première Guerre mondiale a permis à certains notables *ma'ohi* ou "demis" de construire des maisons dont l'architecture s'inspire d'un certain style, dit "colonial", en honneur dans le sud des États-Unis.

Page de gauche : Le gouverneur Toby fait la bringue. Ce gouverneur, qui fut par ailleurs un excellent analyste de la situation politique locale à l'époque de son consulat (1954-1958, voir p. 21), ne dédaignait pas les plaisirs offerts par le Papeete nocturne... ce qui a très largement contribué à sa popularité.



ENCYCLOPEDIE DE LA POLYNESIE

vivre en Polynésie 1

Ce huitième volume de l'Encyclopédie de la Polynésie a été réalisé sous la direction de

François Ravault,

Docteur de 3e cycle en Géographie, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

assisté de **Jean-Marc Pambrun**, Maître en Sciences sociales et Sciences humaines,
Directeur du Département des Traditions du Centre polynésien des Sciences humaines,

avec la collaboration de : **Gilles Blanchet**, Docteur d'État en Sciences économiques, Économiste à l'O.R.S.T.O.M.,
Philippe Couraud, Docteur-Ingénieur en Agro-Économie, Service de l'Économie rurale, **Michel Etillage**, Maître en Droit,
Attaché juridique au Service des Affaires administratives, **Paul Hodée**, Docteur ès Sciences de l'Éducation,
Vicaire général de l'Archevêché de Papeete, **Claude Marere**, Journaliste indépendant,

Thierry Nhun-Fat, Docteur de 3e cycle en Statistiques,

Responsable du département Études et Programmation au Service du Tourisme,

Arapari Papanai, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française, Paroisse de Mahina,

Jean-Marius Raapoto, Titulaire d'un D.E.A. en Phonétique, Conseiller à l'Assemblée territoriale,

Claude Robineau, Docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

Bruno Saura, Titulaire d'un D.E.A. d'Études politiques, Journaliste au *Nouveau Journal*,

Geneviève Simon, C.A.P.E.S. de Sciences économiques et sociales, Professeur au lycée d'Orange,

William Vanizette, Titulaire d'un D.E.A. en Sciences économiques, Analyste chargé d'études au Service des Affaires économiques,

Henri Vernier, Licencié en Théologie, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française.

Conception et production : **Christian Gleizal**

Maquette et coordination de la réalisation technique : **Jean-Louis Saquet**

Assistante de production : **Catherine Krief**

Illustrations et cartographie : **Catherine Visse et Jean-Louis Saquet**

L'iconographie de ce volume a été rassemblée grâce à l'aide qui nous a été apportée par :

à la National Library of Australia : **Barbara Perry**, Pictorial Librarian, **Sylvia Carr**, Acting Pictorial Librarian ;
à la State Library of New South Wales, Dixson Library : **Mrs Rhodes**, Dixson Librarian ; à l'O.P.A.T.T.I. : **Christian Vernaudon**, directeur général,
Patrick Robson, directeur des Relations Publiques, **Hyacinthe Cao**, photographe ;
au Service de l'Information et des Relations avec la Presse de la Présidence du Gouvernement : **Philippe Guésdon**, chef du service,
Roland Gloaguen, adjoint, **Gilles Hucault**, photographe ; au Service des Archives territoriales : **Pierre Morillon**, chef du service ;
à l'Institut territorial de la Statistique : **Gérard Baudchon**, directeur, **Emile Bruneau**, adjoint ; à *La Dépêche* : **Michel Anglade**, directeur ;
aux *Nouvelles* : **Heimata Hirshon**, directeur, **Lucien Maillard**, directeur de la publication ; le Service de Documentation de l'Église évangélique ;
à l'Église réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (sanito) : le Président et le Secrétaire ;
à l'Église adventiste : **Roger Brotherson**, directeur du Département de Communication ;
à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (mormone) : le Président ; et l'Association des Témoins de Jéhovah.

Nous remercions également les collections privées qui nous ont été accessibles grâce à l'obligeance de

A. Ata, Jacqui Drollet, A. Poroï, R.P. Patrick O'Reilly, F. Sanford.

Photographies : **J. Bouchon, H. Cao, E. Christian, D. Darqué, M. Folco, B. Hermann,**

G. Hucault, H. Lemasson, Ch. Pinson, Cl. Rives, G. Simon, A. Sylvain, B. Vannier.



D 3 JUIL. 1990

CHRISTIAN GLEIZAL / MULTIPRESS

18.231 vol.